



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **09 JAN. 2025**

Rapport de Visite de Surveillance de Parc des Équipements Sous Pression

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)

ZA La Barogne
BP 44
77230 Moussy-Le-Neuf

Références : ESP/25-0070

Code AIOT : 0006508798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques) implanté ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CSP (Centre Spécialités Pharmaceutiques)
- ZA La Barogne B.P. 44 77230 Moussy-le-Neuf
- Code AIOT : 0006508798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société CSP prend en charge les produits de santé dès leur sortie de production et assure pour le compte des laboratoires leur stockage et leur distribution. La société CSP est une installation classée pour la protection de l'environnement (sous le régime seveso seuil bas) et est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter DCSE/BPE/IC n°2018/44 portant autorisation d'exploiter l'extension de l'entrepôt existant de stockage de matières combustibles situé zone d'activités de la

Barogne, 3 Avenue des 22 Arpents sur le territoire de Moussy-le-Neuf (77 230).

L'exploitation comporte un nombre important d'équipements sous pression soumis au suivi en service par l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 et, L.557-53 à L.557-58 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Dossiers d'exploitation des équipements	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6 I.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 25/11/2017, article 6 III.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Suivi en service avec plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 27/11/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Fréquence et réalisation des inspections périodiques sans PI	Arrêté Ministériel du 24/11/2017, article 15 et 17	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Conditions d'utilisation de l'équipement	Arrêté Ministériel du 30/11/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
4	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 9	Sans objet
7	Fréquence et réalisation d'une requalification périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 23/11/2017, article 18 et 25	Sans objet
8	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 01/12/2017, article 3.I	Sans objet
10	Equipements à risques- Obligations des opérateurs économiques	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-2-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un travail important de régularisation du suivi des équipements sous pression a été mené sur l'année 2024. La priorité a été donnée sur les équipements sous pression les plus gros/ les plus anciens et en particulier, sur les systèmes frigorifiques (concerne la majorité des équipements sous pression du site). L'ensemble des équipements sous pression ne disposent donc pas encore de dossier d'exploitation complet. Cela concerne notamment les équipements sous pression de type "récipient" suivis sans plan d'inspection (donc hors systèmes frigorifiques).

Les contrôles réglementaires à effectuer sur l'ensemble des équipements sous pression sont en cours de régularisation. La régularisation a bien avancé sur l'année 2024 et l'exploitant prévoit de la terminer d'ici fin février 2025.

L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection la régularisation effective de tous ses équipements

sous pression d'ici la fin du premier trimestre 2025.

Pour rappel, l'exploitant d'équipements sous pression en situation irrégulière s'expose aux mesures mentionnées à l'article L. 557-58 (sanction administrative) du Code de l'environnement, cela indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 557-60 de ce même code et/ou de la mise à l'arrêt d'équipement sous pression.

6 constats avec suite sont décrits dans les fiches de constats suivantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 5 I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.
Constats : La maintenance des équipements sous pression (hors systèmes frigorifiques) est effectuée par un prestataire externe implanté dans la même avenue que l'exploitant. Ces derniers peuvent donc intervenir très rapidement. Le personnel chargé de l'exploitation n'effectue que du « visuel » sur ces équipements sous pression qui tournent en continu sur le site d'exploitation. D'après l'exploitant, un arrêt est effectué une fois par semaine mais le démarrage et l'arrêt se font sans intervention humaine. D'après la liste des appareils à pression, aucun équipement (hors systèmes frigorifiques) répond aux critères de l'article 7 (soumis à déclaration et contrôle de mise en service) de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 susvisé. Pour les systèmes frigorifiques, la maintenance est également effectuée par un prestataire externe. Des titres d'habilitation/ formation du personnel ont pu être consultés dans des dossiers d'exploitation des systèmes frigorifiques. Tous les contrôles réglementaires sont effectués par un organisme habilité : contrôle de mise en

service/ vérification initiale, inspection périodique et requalification périodique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dossiers d'exploitation des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 6 I.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements ;
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.

Constats :

Un travail important de régularisation du suivi des équipements sous pression a été mené sur l'année 2024. La priorité a été donnée sur les équipements sous pression les plus gros/ les plus anciens et en particulier, sur les systèmes frigorifiques. L'ensemble des équipements sous pression ne disposent donc pas encore de dossier d'exploitation complet. Cela concerne notamment les équipements sous pression de type récipient hors systèmes frigorifiques.

L'inspection a pu contrôler le jour de l'inspection, deux dossiers d'exploitation :

- Le dossier d'exploitation du « Groupe positif n°2/ repère AK : 2529 » (PROFID, 18 L/ 32 bars,

année 2024) situé au « dépôt 5-MGH » comprend notamment :

- Registre ;
- Déclarations de conformité de l'équipement dont ses accessoires de sécurité ;
- Notice d'instruction ;
- Vérification initiale à la mise en service/ attestation de contrôle de mise en service satisfaisant du 09/08/2024 réalisé par un organisme habilité (OH) ;
- Plan d'inspection (PI) rédigé par Thermo Process Energie et approuvé par un OH le 09/08/2024 ;
- Compte-rendu d'approbation du PI et sa décision d'approbation ;
- Attestation individuelle de fin de formation du 05/04/2022 et titre d'habilitation du 07/06/2022 de la personne qui a rédigé le PI, pour cette opération réglementaire de rédaction du PI, valide jusqu'au 01/01/2025 ;
- Liste du 07/06/2022 du personnel Thermo Process Energie habilité pour certaines opérations comme la rédaction des PI ;
- Liste des accessoires de sécurité : 1 pressostat de sécurité HP réglé à 25 bars et 1 soupape de sécurité sur le réservoir liquide à 28 bars.

A noter que la pression maximale admissible en bars est indiquée à 28 bars au lieu de 32 bars au chapitre 1 « Caractéristique de l'équipement » du dossier d'exploitation. La liste des équipements sous pression et le plan d'inspection indique bien 32 bars.

- Le dossier d'exploitation de la « Centrale positive n°2/ AK : 7801 » (PROFOID, 99L/ 32 bars, année 2016) situé au « dépôt 5ter » comprend

- Registre ;
- Déclarations de conformité de l'équipement dont ses accessoires de sécurité ;
- Notice d'instruction ;
- Vérification initiale à la mise en service/ attestation de contrôle de mise en service satisfaisant du 24/07/2024 réalisé par un organisme habilité (OH) ;
- Compte-rendu d'inspection périodique satisfaisant du 24/07/2024 ;
- Attestation de requalification périodique prononcée le 24/07/2024 ;
- Plan d'inspection (PI) rédigé par Thermo Process Energie et approuvé par un OH le 24/07/2024 ;
- Compte-rendu d'approbation du PI et sa décision d'approbation ;
- Attestation individuelle de fin de formation du 05/04/2022 et titre d'habilitation du 07/06/2022 de la personne qui a rédigé le PI, pour cette opération réglementaire de rédaction du PI, valide jusqu'au 01/01/2025 ;
- Liste du 07/06/2022 du personnel Thermo Process Energie habilité pour certaines opérations comme la rédaction des PI ;
- Liste des accessoires de sécurité : 2 pressostats de sécurité HP (une par compresseur) réglés à 25 bars et 25,5 bars et, 2 soupapes de sécurité à 28 bars.

A noter que la pression maximale admissible en bars est indiquée à 28 bars au lieu de 32 bars au chapitre 1 « Caractéristique de l'équipement » du dossier d'exploitation. La liste des équipements sous pression et le plan d'inspection indique bien 32 bars.

L'exploitant a pu transmettre, sur demande de l'inspection, deux autres dossiers d'exploitation post-inspection :

- Dépôt 4 -MGH, Rooftop-RT6 (n°27 dans la liste), marque LENNOX de 2003 ;
- Dépôt 5 bis, centrale positive n°2/N°AK:2477 (n°40 dans la liste), marque SEARLE de 2013.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241216-1 : Transmettre à l'Inspection le dossier d'exploitation complet du récipient CODIVARI n°95724 de 2019 (11bar, 900 L) dès lors que celui-ci sera constitué et que les contrôles réglementaires auront été réalisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/11/2017, article 6 III.

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

Sur demande de l'inspection lors d'une visite d'inspection du 29/11/2023 de l'installation classée protection de l'environnement, l'exploitant avait transmis par courriel ses listes des appareils à pression soumis au suivi en service. Ses listes n'étaient pas conformes à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 25/11/2017 susvisé : absence du type, du régime de surveillance, des dates des contrôles réglementaires des équipements et en particulier pour les systèmes frigorifiques : absence de la pression maximale admissible (PS) et du volume.

Le jour de la visite de surveillance de parc, deux nouvelles listes étaient existantes : une concernant les groupes froids/pompe à chaleur et une autre pour les autres récipients. Ces nouvelles listes ont été établies à l'aide d'un organisme habilité.

Concernant la liste des autres récipients : il manque les colonnes pour les dates des prochains contrôles réglementaires (inspection périodique et requalification périodique).

Concernant la liste des systèmes frigorifiques : l'Inspection informe que la bonne pratique est d'ajouter une colonne « régime de surveillance » (comme prescrit dans l'article 6 de l'article sus visé et de la fiche technique n°7 du Cahier Technique professionnel (CTP) pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 202) avec la référence au chapitre du CTP et la référence du Plan d'inspection. De plus, la liste n'affiche que les équipements sous pression « le plus important ». L'Inspection informe que l'ensemble des équipements sous pression soumis au suivi en service doivent figurer sur cette liste (= tous les constitutifs du système frigorifique).

L'exploitant précise qu'aucun équipement sous pression est en location. Un équipement sous pression est indiqué au chômage. Il s'avère que celui-ci est plutôt en arrêt avec une consignation électrique.

Post-inspection et par courriel le 07/01/2025, l'exploitant a fourni une liste des systèmes

frigorifiques à jour avec deux nouvelles colonnes : référence du chapitre applicables du CTP susvisé et la référence du plan d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite n°20241216-2 : La liste des autres récipients doit être complétée par l'ajout des colonnes des dates des prochains contrôles réglementaires (Inspection périodique et requalification périodique). L'exploitant transmettre la liste à jour à l'Inspection. Suite n°20241216-3 : La liste des systèmes frigorifiques doit être complétée en indiquant tous les éléments constitutifs des ensembles. L'exploitant transmettre la liste à jour à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Preuve de déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : La déclaration de mise en service est effectuée par l'exploitant par l'intermédiaire du téléservice : https://lune.application.developpement-durable.gouv.fr . Cette adresse est modifiée par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle. La déclaration comporte : <ul style="list-style-type: none"> - les principales caractéristiques de l'équipement ; - le nom du fabricant et le pays de fabrication ; - le numéro de l'organisme notifié le cas échéant ; - la date de mise en service ; - les coordonnées de l'exploitant ; - le lieu d'installation ; - une copie de la déclaration de conformité délivrée par le fabricant pour l'équipement ou, le cas échéant, pour l'ensemble relevant des dispositions de l'article R. 557-9-2 et auquel appartient l'équipement. L'exploitant reçoit une preuve de dépôt de sa déclaration. L'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2 peut demander tout complément utile sur cette déclaration. Pour les déclarations par lot, des dispositions particulières peuvent être retenues par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle.
Constats : Aucune déclaration de mise en service n'a été effectuée. Au vu des caractéristiques des équipements sous pression décrits dans les listes des appareils à pression, les équipements ne seraient pas soumis à cette disposition. Cependant, toutes les caractéristiques ne sont pas renseignées pour tous les équipements sous pression (en cours de régularisation).

L'exploitant doit s'assurer qu'aucun de ses équipements sous pression n'est soumis à la déclaration de mise en service. Dans le cas contraire, les déclarations de mise en service doivent être effectuées par l'exploitant par l'intermédiaire du téléservice (application LUNE).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi en service avec plan d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/11/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Régularisation des systèmes frigorifiques

Prescription contrôlée :

I. - Lorsqu'un équipement fait l'objet d'un suivi selon un plan d'inspection, ce plan définit les actions minimales de surveillance à réaliser pour qu'un équipement fasse l'objet d'un examen complet dans l'intervalle séparant deux requalifications périodiques ou l'intervalle entre la mise en service et la première requalification périodique, pour les équipements soumis à cette opération de contrôle. Dans le cas où le plan prévoit des contrôles non destructifs, il précise leur nature, leur localisation, leur étendue et la période maximale entre deux con-trôles.

VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui sui-vent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.

Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.

Constats :

Un travail important de régularisation du suivi des équipements sous pression a été mené sur l'année 2024. La priorité a été donnée sur les équipements sous pression les plus gros/ les plus anciens et en particulier, sur les systèmes frigorifiques.

70 installations/ensembles frigorifiques sont soumis au suivi en service sur le site d'exploitation. Ces derniers disposent ou vont disposer d'un plan d'inspection.

Au jour de l'inspection, 47 d'entre eux avaient été régularisés et les 23 autres étaient en cours de régularisation. Il est prévu une régularisation finale avant fin février 2025.

Les plans d'inspection existants sont rédigés par un prestataire externe et sont approuvés par un organisme habilité.

Pour rappel, les exploitants de systèmes frigorifiques en situation irrégulière s'exposent à des

sanctions administratives et / ou mise à l'arrêt d'un système frigorifique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Suite n°20241216-4 : L'exploitant justifiera de la régularisation de l'ensemble de ses systèmes frigorifiques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Fréquence et réalisation des inspections périodiques sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/11/2017, article 15 et 17
Thème(s) : Risques accidentels, Inspections périodiques sans plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 15</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> -1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; -2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>II. - Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.</p> <p>III. - Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p> <p>[...]</p> <p>Article 17</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou

extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Constats :

Un travail important de régularisation du suivi des équipements sous pression a été mené sur l'année 2024. La priorité a été donnée sur les équipements sous pression les plus gros/ les plus anciens et en particulier, sur les systèmes frigorifiques.

Les inspections périodiques sur les équipements sous pression suivis sans plan d'inspection n'ont pas encore été effectuées (au total 7/10 équipements sont concernés). La régularisation finale des équipements sous pression du site est prévue d'ici fin février 2025.

Pour rappel, l'exploitant d'équipements sous pression en situation irrégulière s'expose aux mesures mentionnées à l'article L. 557-58 (sanction administrative) du Code de l'environnement, cela indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L. 557-60 de ce même code et/ou de la mise à l'arrêt d'équipement sous pression.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241216-5 : L'exploitant justifiera de la réalisation des inspections périodiques des équipements sous pression suivis sans plan d'inspection. Il pourra ainsi transmettre les comptes-rendus des inspections périodiques de ses équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Fréquence et réalisation d'une requalification périodique sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2017, article 18 et 25

Thème(s) : Risques accidentels, Requalification périodique sans plan d'inspection

Prescription contrôlée :

Article 18

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;

- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
 - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
 - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
 - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
 - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
- Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.

Article 25

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.

Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;

- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats :

Un seul équipement sous pression suivi sans plan d'inspection est concerné par le dépassement de l'échéance de requalification périodique. Cet équipement (année 2012) est actuellement à l'arrêt. Il ne sera pas remis en marche avant sa régularisation ou il sera remplacé.

Les autres équipements datent entre 2024 et 2018.

La périodicité de requalification périodique de l'ensemble des équipements sous pression suivis sans plan d'inspection est de 10 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/12/2017, article 3.I

Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité

Prescription contrôlée :

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

Constats :

Lors de la visite terrain, l'Inspection a pu constater que la soupape de sécurité sur le récipient de marque CORDIVARI n°95724 (11 bars, 900L) était réglé pour une pression de 11 bars soit à la pression maximale admissible de l'équipement.

Le manomètre réglait sur l'équipement affichait une pression de 8,8 bars.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions d'utilisation de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/11/2017, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant définit les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué.

Sauf en cas d'application des dispositions de l'annexe 1 du présent arrêté, les conditions d'installation, de mise en service, d'utilisation et de maintenance définies par le fabricant, en particulier celles figurant sur l'équipement ou sa notice d'instructions, sont respectées.

Constats :

Sur le terrain, l'Inspection a pu voir le récipient de marque CORDIVARI n°95724 (11 bars, 900L).
Le récipient n'était pas relié à la terre et le manomètre ne comportait pas d'indication sur la valeur de la pression maximale de service (exemple : trait rouge).
Ces éléments peuvent parfois être demandés dans les notices d'instructions des réservoirs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite n°20241216-6 : L'exploitant vérifiera le bon respect des notices d'instructions pour ses équipements sous pression.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Équipements à risques- Obligations des opérateurs économiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-2-3

Thème(s) : Risques accidentels, Marquages réglementaires

Prescription contrôlée :

Les marquages prévus à l'article L. 557-4 et par le présent chapitre sont apposés de manière visible, lisible et indélébile sur le produit ou équipement ou sur sa plaque signalétique. Lorsque cela n'est pas possible ou n'est pas garanti eu égard à la nature du produit ou équipement, ils sont apposés sur son emballage et sur les documents d'accompagnement.

Constats :

Certains marquages réglementaires (exemple : centrale n°2- AK2477 du dépôt 5bis) deviennent illisibles.

Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de la lisibilité des informations sur le produit ou équipement ou sur sa plaque signalétique.

Type de suites proposées : Sans suite

